

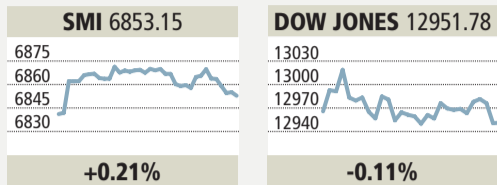
L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

UNION BANCAIRE EUROPÉENNE BLOQUÉE L'égalité de traitement paraît très inaccessible

PAGE 21

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



LA SUISSE ET LES ÉTATS-UNIS SIGNENT FATCA

Le référendum est encore possible

PAGE 3

ACHARNEMENT FISCAL EN ALLEMAGNE
Des précisions sur la traque

PAGE 3

CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN SUISSE
GE Capital n'en veut déjà plus

PAGE 4

RECENTRAGE DU GROUPE OERLIKON
Le bilan médiocre de Vekselberg

PAGE 6

VALE DANS LE BASSIN LÉMANIQUE
La restauration de la notoriété

PAGE 4

CÉDÉ À UN TRADER RUSSE À CHEXBRES
Le syndicat Unia vend un hôtel

PAGE 7

LE SYSTÈME DE PRÉVOYANCE VIEILLESSE
Il manque environ 100 milliards

PAGE 8

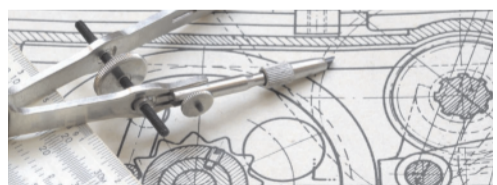
OBJECTIF D'EDMOND DE ROTHSCHILD-BPER
+20% dans la gestion d'actifs

PAGE 4

L'immobilier est déjà en crise



BERNARD NICOD. L'entrepreneur immobilier prévient: dans la seule région Vaud, près de 174 projets de construction sont des gouffres financiers. De sorte qu'en 2013, bon nombre d'acteurs dans la construction et dans la promotion devraient disparaître. Les plus solides se restructureront. Bernard Nicod s'exprimait hier à Lausanne avec Christian Constantin et Abdallah Chatila. **PAGE 7**



Julius Bär Funds

Marge de manoeuvre maximale ||
JULIUS BAER TOTAL RETURN BOND FUND

Swiss & Global Asset Management SA
T +41 58 426 65 12
funds@swissglobal-am.com
www.swissglobal-am.com

The exclusive manager of Julius Baer Funds.
A member of the GAM group.



Informations juridiques importantes: Les données figurant dans ce document ne sont fournies qu'à titre informatif et ne comportent pas de conseil en investissement. Julius Baer MultiBond - Total Return Bond Fund est un compartiment du Julius Baer MultiBond (SICAV de droit luxembourgeois) et est autorisé à la vente et à la diffusion publique en Suisse. Le prospectus actualisé et le règlement du fonds, le document d'informations clé pour l'investisseur, les statuts, le rapport annuel et semi-annuel actualisé sont mis gratuitement à disposition du public auprès du représentant en Suisse. Représentant: Swiss & Global Asset Management SA, Hardstrasse 201, case postale, CH-8037 Zurich; Agent de paiement: Banque Julius Baer & Cie SA, Bahnhofstrasse 36, case postale, CH-8010 Zurich. Swiss & Global Asset Management ne fait pas partie du Groupe Julius Baer.

Les banques et la Finma s'affrontent ouvertement

L'ASB demande un réexamen des exigences sur les rétrocessions. Jugées excessives et fixées sans consultation.

SÉBASTIEN RUCHE

UBS, Supra, rétrocessions: tout se passe comme si la Finma imposait un style nouveau. Marqué par moins de consultation et davantage de sanction. Les vives réactions de la place financière dans le dossier des rétrocessions pourraient passer pour de la réticence routinière face à un régulateur devenu puissant. Ce ne semble pourtant pas être le problème.

Le 26 novembre, la Finma interdisait à UBS d'effectuer des acquisitions dans la banque d'investis-

sement et validait une amende de 44 millions. Une décision impensable il y a quelques années.

Le même jour, l'Autorité de surveillance publiait de nouvelles et très strictes exigences concernant le traitement des rétrocessions, pour adapter sa pratique à un récent arrêt du Tribunal fédéral. En obligeant les banques à contacter tous les clients potentiellement concernés par cet arrêt, le régulateur s'immisce dans leurs relations privées avec leurs clients et cela, sans consultation préalable. Doublement impensable pour l'Asso-

ciation suisse des banquiers, qui demande le «réexamen» de ces mesures.

Face à une Finma qui prend les devants et fixe la ligne à suivre, les réactions négatives se concentrent sur son absence de consultation dans le dossier des rétrocessions. Un modus operandi pratiquement inédit dont la place financière veut par-dessus tout éviter qu'il devienne la norme.

Tout le monde est conscient de l'intérêt d'un régulateur puissant. La Finma a d'ailleurs été largement critiquée sur ce sujet par le

passé - et le sera à nouveau à la moindre occasion. Analysée de manière binaire, la demande de l'ASB de réexaminer les exigences en matière de rétrocessions (un euphémisme pour demander leur retrait?) s'apparente à un bras de fer à l'issue incertaine. Ce n'est pourtant pas une première. En avril 2010, la Finma avait publié une communication sur les assurance wrappers sans avoir consulté les acteurs. Avant de modifier son texte en fin d'année. Elle venait d'inventer la concertation a posteriori. **PAGE 3**

ENTRETIEN AVEC JEAN-BERNARD RONDEAU

«Nos acquisitions sont autofinancées»

MAUS FRÈRES. Le secrétaire général (et membre de la famille) donne des précisions sur l'acquisition de la marque Lacoste. Et sur la culture d'entreprise d'une dynastie réputée très discrète. **PAGE 5**



ÉDITORIAL CHRISTIAN AFFOLTER

La nomination plutôt réussie

Publigroupe se trouve dans un processus de repositionnement de la prédominance des annonces dans les médias imprimés vers le marché publicitaire en ligne depuis des années. Au point que la part de ce dernier est récemment devenue dominante (lire page 4). Mais les impulsions du nouveau président exécutif Arndt Groth semblent permettre de franchir de nouvelles étapes décisives. Les commerciaux dédiés à une publication spécifique appartiendront bientôt au passé. Les contrats d'exclusivité seront progressivement adaptés. La division Media Sales, où il reste le plus de progrès à accomplir selon l'évaluation réalisée par la nouvelle équipe dirigeante, devrait même adopter le concept d'une vente sur plusieurs canaux au point de faire significativement augmenter la part du non-print dans ses sources de revenus. Ce qui doit répondre à deux objectifs majeurs. Tout d'abord, exploiter au mieux le portefeuille de services et de canaux très large dont dispose Publigroupe. Les acquisitions récentes de Spree7 et d'Improve Digital visent d'ailleurs justement à occuper des chaînons jusqu'ici manquants dans le monde toujours plus complexe qui s'est développé entre l'an-

nonceur et l'éditeur. Et finalement le client cible, permettant aussi d'automatiser encore plus les processus. L'objectif de servir au mieux un cercle d'annonceurs allant de la petite entreprise jusqu'aux groupes internationaux en prenant en compte toute la gamme des possibilités. Mais aussi pour répondre au nouveau mot d'ordre ayant traversé les présentations de la journée d'investisseurs d'hier: la flexibilité. Car les évolutions du marché publicitaire dans les médias restent pour une bonne partie imprévisibles. La baisse des revenus publicitaires dans les médias imprimés en Suisse encore nettement plus accentuée qu'estimée au cours de cette année montre, le rythme des évolutions peut être extrêmement rapide que dans les marchés de Publigroupe. Dans le domaine du numérique aussi, l'offre publicitaire n'a pas tout de suite pu répondre à la part toujours plus importante des applications mobiles. Cela ne vaut pas seulement pour Publigroupe, mais pour la commercialisation publicitaire en général. Il n'est certes guère possible de se préparer à toutes les éventualités. Mais les nouvelles structures devraient permettre de réduire le temps de réponse. ■

Le Pacte de croissance jugé dysfonctionnel

Un mécanisme de financement du partage des risques pourrait limiter le déclin de la croissance réelle après une crise.

BENEDICTA MARZINOTTO*

Un trou de près de 10 milliards d'euros est récemment apparu dans le budget de l'Union européenne de cette année. En conséquence, l'UE ne peut plus rembourser les États membres pour des dépenses exceptionnelles, dont les frais d'urgence, tels l'aide aux victimes italiennes du tremblement de terre, ni financer les dépenses visant à soutenir la croissance économique et l'emploi, comme l'absorption accélérée des Fonds structurels et de cohésion inutilisés. Les États membres ont opposé un refus à la demande de la Commission européenne de contributions supplémentaires pour combler ce trou, menant à l'impasse des discussions sur le budget 2013. Dans l'intervalle, les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 (CFP), le principal instrument de planification de l'utilisation des fonds de l'UE, ont

également échoué à cause de désaccords sur des questions clés, notamment la taille du budget et l'allocation des dépenses. La décision a été reportée au début de l'année prochaine. La situation souligne l'ambiguïté entourant le rôle du budget de l'UE dans l'intégration européenne. Bien que tous les chefs d'État et de gouvernement de l'UE aient défendu l'idée d'utiliser le budget pour stimuler la croissance économique, peu de mesures concrètes ont été prises. Cette conjoncture soulève des doutes quant au pacte sur la croissance et l'emploi adopté par le Conseil européen en juin dernier, et en particulier quant à l'engagement politique à mobiliser rapidement 120 milliards d'euros en réaffectant les Fonds structurels et de cohésion inutilisés et en augmentant la capacité de prêt de la Banque européenne d'investissement. En fait, alors que les gouvernements européens ont convenu d'encourager une absorption plus rapide des fonds communautaires par les pays en difficulté, ils ont refusé d'apporter les contributions au budget de l'UE permettant de déboursier ces fonds. **SUITE PAGE 2**

* Université d'Udine



9 771421 948004 3 004 6

La liquidité fera toute la différence

SWISS REAL ESTATE SCHOOL. Les constructeurs et promoteurs immobiliers dotés d'importantes liquidités tireront parti de la bulle.

LEVI-SERGIO MUTEMBA

Rarement table ronde fut aussi animée que celle que l'Ecole suisse immobilière, la Swiss Real Estate School (SVIT) a organisée au Beau-Rivage à Lausanne. Humour et autodérision ont largement dominé les débats. Sans que cela n'enlève rien à la pertinence des analyses formulées. A l'ordre du jour: crise immobilière, médiatisation de l'argent, architecture, politique, finance et même les goûts personnels des intervenants.

Toutefois, au milieu des rires ont émergé des réalités peut-être sous-estimées, voire ignorées par le grand public. C'est le cas de la menace d'éclatement d'une bulle immobilière qui, en réalité, n'en serait plus une. Mais une réalité concrète. Avec l'Europe comme élément déclencheur *in fine*.

«En dehors de l'Allemagne, les pays européens sont déprimés. C'est particulièrement vrai de la France, un pays économiquement flasque, qui est l'un des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. Il n'est donc pas sur-

prenant que ce ralentissement ait des conséquences très négatives sur la Suisse et son secteur immobilier.» Pessimisme? Rien de tel: «Un pessimiste est un réaliste qui a de l'expérience», rétorque Bernard Nicod.

«Les volumes de construction sont en baisse significative», renchérit le président du FC Sion et entrepreneur général Christian Constantin. «Cela dit, comme le souligne mon ami Nicod, il ne s'agit pas de pessimisme de notre part mais de lucidité concernant les conditions dans lesquelles nous évoluerons l'an prochain.» De son côté, Abdallah Chatila, actif dans la joaillerie et dans l'immobilier, rejette les analyses trop simplistes qui tendent à décorer la crise de l'endettement européen de la crise immobilière en Suisse. «Les deux aspects sont au contraire parfaitement corrélés, en particulier, comme l'a également souligné Bernard Nicod, pour ce qui est de la France. Non, la bulle immobilière suisse n'est pas un phénomène isolé propre à la Suisse.»

De plus, le financement bancaire



CHRISTIAN CONSTANTIN. Président du FC Sion et entrepreneur immobilier.

est de plus en plus problématique. Non pas tant à cause des banques elles-mêmes. Pour Nicod, c'est le régulateur qui est en cause. «La Finma n'arrête pas d'être sur le dos des banques, imposant des contraintes toujours plus lourdes et pas si efficaces.»

Que faire dans des conditions conjoncturelles difficiles caractérisées par une contraction sensible de la demande? Il semblerait que veille immobilière soit déterminante. Comme toute crise, celle-ci offre aussi des opportunités, parfois déterminantes. Il s'agit de les repérer de manière active plutôt que de rester

sur la touche en attendant que la tempête soit passée. «Pour ceux qui, comme c'est le cas pour moi, ont des liquidités suffisantes, il s'avère souvent plus intéressant de se porter acquéreur de biens auprès de vendeurs faisant face à un manque de liquidités», précise Abdallah Chatila. «C'est dur à admettre, mais c'est un fait que les difficultés des uns constituent souvent une opportunité pour d'autres. C'est mon cas.» Ce dernier ajoute que tout nouveau projet conçu en période économique difficile implique des prévisions financières extrêmement conservatrices.

Même son de cloche chez Bernard Nicod, pour qui la crise est aussi une occasion pour un professionnel de l'immobilier d'affûter ses compétences. «La maîtrise du métier est ce qu'il y a de plus essentiel. Fixer la surface juste, le prix juste, au bon moment pour le bon client. Et, surtout, s'écouter soi-même.» Le constructeur se souvient des pertes réalisées à la fin des années 80, lorsque, ayant senti la crise économique arriver, il a préféré écou-

ter l'avis de ses banques qui, elles, n'avaient rien vu venir. «Pendant plusieurs années, je perdais à l'époque près de 10 millions de francs par an pour ne pas avoir écouté mon propre instinct!» Ce qui est certain, c'est que les trois entrepreneurs ne comptent pas sur les autorités politiques pour obtenir un soutien. Ils ne le cherchent même pas.

«En tant qu'entrepreneurs, nous sommes chaque jour confronté à des défis d'adaptation quelque soit la situation du moment», insiste Christian Constantin. Qui verse pourtant chaque année une somme égale d'argent à chaque parti lorsque ceux-ci le sollicitent. Bernard Nicod est plus dur: «Je reconnais qu'il y a des politiciens engagés, honnêtes et responsables. Mais je dois bien constater qu'un trop grand nombre sont des incapables, des incompetents et des paresseux qui bouffent notre argent. Et nous ne devrions pas les laisser faire, il faut les dénoncer!» Avant d'ajouter que l'homme ne se sentait pas suffisamment hypocrite pour faire de la politique. ■

La ComCom regrette l'échec de la fusion Orange-Sunrise

La Commission fédérale de la communication (ComCom) regrette l'échec de la fusion entre Orange et Sunrise. Son président Marc Furrer juge que les deux opérateurs de télécommunications auraient opposé au leader Swisscom une concurrence plus vive que jamais.

Rien qu'au niveau des parts de marché, particulièrement dans la téléphonie mobile, on peut se demander s'il est extrêmement raisonnable d'avoir un opérateur avec une part de 16,6% et un autre avec 21,5%, a souligné Marc Furrer mardi lors d'un colloque à Zurich. Swisscom en détient 62%. M. Furrer pense que la question d'un regroupement entre Sunrise et Orange reviendra sur le tapis à un moment ou à un autre. «Mais pour l'heure ce n'est pas d'actualité car la COMCO ne reviendra probablement pas maintenant sur sa décision.» De plus, il faudrait qu'une nouvelle démarche émerge de la part des deux sociétés. Et cela ne semble pas être en vue pour l'instant: aucune discussion n'a lieu actuellement au sujet d'un nouveau projet de fusion, a dit à l'ats Michael Burkhardt, porte-parole de Sunrise.

La Commission de la concurrence (COMCO) avait interdit un tel rapprochement au printemps 2010. Elle avait estimé que cette opération aurait été «un cas d'école de position dominante collective», créant avec Swisscom un duopole n'étant confronté à aucune incitation à se faire concurrence. Philipp Metzger, directeur suppléant de l'Office fédéral de la communication (OF-COM), a lui aussi mis en garde mardi contre un nouvel accroissement marqué des parts de marché de Swisscom. «Si cela continue, ses concurrents vont finir par s'essouffler. Nous aurons alors un problème en matière d'innovation, de concurrence sur le plan des infrastructures, et également au niveau des prix.»

Reste que Swisscom affiche justement son intention de se concentrer sur le marché suisse, après les nombreux échecs essuyés à l'étranger. «Le temps des investissements à l'étranger est révolu», a dit son patron Carsten Schloter à Zurich. Seul l'espace européen entrerait en ligne de compte de façon réaliste pour des acquisitions. Mais ce dernier est dans une phase de consolidation, raison pour laquelle une expansion à l'étranger est illusoire, a dit M. Schloter. ■

T-SYSTEMS: partenariat prolongé avec Dnata

T-Systems Suisse a annoncé hier la prolongation de quatre ans par Dnata du contrat actuel en ce qui concerne ses activités d'assistance au sol en Suisse. Ce fournisseur de services d'aviation utilise les services en cloud de T-Systems pour bénéficier d'une couverture personnalisée de ses besoins en matière d'infrastructure SAP et de capacités informatiques. Dnata propose des services complets d'assistance au sol à plus de 60 compagnies aériennes à travers le monde.

AGENDA

MERCREDI 5 DÉCEMBRE

Acino: journée des investisseurs, Aesch

Bobst: journée des médias et des analystes, Zurich

KPMG: CP annuelle, Zurich

Newron: AG extra. sur augmentation de capital en relation avec le rachat de NeuroNova, Zurich

Barry Callebaut: AG, Zurich

Responsability: CP «Microfinance Market Outlook 2013», Zurich

KOF: Consensus Forecast

OFS: statistique d'hébergement octobre et saison d'été

JEUDI 6 DÉCEMBRE

Schaffner: résultats 2011/12

Orascom DH: résultats 9 mois

SECO: chômage novembre

OFS: prix à la consommation CPI novembre

LUNDI 10 DÉCEMBRE

Swissmem: CP position de l'industrie à propos de la stratégie énergétique 2050, Zurich

CH/OFS: activités de construction au T3

MARDI 11 DÉCEMBRE

AFF/BNS: emprunt Confédération, annonce

CS: CP marché suisse des capitaux, tendances et perspectives

Swiss Re: Economic Forum 2012, Londres

Ayztz: as. g., Zurich

MERCREDI 12 DÉCEMBRE

Infranor: résultats S1 2012/13 (détails)

UBS: petit déjeuner de presse sur le thème des placements, Zurich

CH/CS: indicateur ZEW décembre

AFF/BNS: emprunt Confédération, résultat Flughafen Zürich: statistique de trafic novembre

JEUDI 13 DÉCEMBRE

CKW: résultats 2012

CH/SECO: prévisions conjoncturelles, mise à jour

CH/OFS: indice des prix à la production et à l'importation PPI novembre

BNS: appréciation de la politique monétaire

CKW: CPB 2012

CP Pictet: perspectives

CH/KOF: forum économique

Handelszeitung: forum PME, Rüslikon

Vers une saison difficile pour les stations de ski

BAKBASEL. Les analystes prévoient pour la saison d'hiver une baisse de 0,9% des nuitées en Suisse.

Quelques stations de sports d'hiver ont ouvert plus tôt que prévu grâce aux chutes de neige précoces. De nombreux domaines skiables proposeront leur offre complète dès le week-end prochain ou le suivant. Le début de la saison s'annonce sous de meilleurs auspices que l'an passé.

Certes, l'environnement économique risque à nouveau d'engendrer un hiver difficile. Toutefois, l'arrivée précoce de la neige, en octobre, et maintenant l'atmosphère hivernale en plaine «donnent envie de montagne, de ski et des autres activités de neige», a indiqué à l'ats Daniela Bär, porte-parole de Suisse Tourisme. C'est parfait pour le début de la saison, relève-t-elle.

Même lorsque la conjoncture est morose en Europe et que le franc fort continue de peser sur les affaires, «le facteur le plus important reste le temps», souligne Andreas Keller, porte-parole des

Remontées mécaniques suisses (RMS). «Le beau temps est capital lors des jours fériés et ensuite lors des semaines de ski en février». Ce sont les journées de ski les plus fréquentées. «Une météo favorable et de bons jours fériés de Noël et Nouvel An posent les bases d'une bonne saison», note Andreas Keller.

Selon le consultant genevois Laurent Vanat, la saison 2011/12 était avec 24,8 millions de journées-skieurs la plus mauvaise depuis cinq ans. La baisse atteint 4,8% par rapport à la saison précédente et même 8,7% comparé à la moyenne des cinq dernières années. Reste que les économistes de BAKBASEL prévoient pour la saison d'hiver une baisse de 0,9% des nuitées en Suisse.

Les domaines intra-alpins, éloignés des villes suisses et particulièrement dépendants des touristes étrangers qui viennent pour plusieurs jours, devraient une nouvelle fois particulièrement souffrir, estime Andreas Keller. La station haut-valaisanne de Grächen a trouvé la parade en proposant à nouveau un taux de change de 1,35 franc pour un euro. — (ats)

CONSOMMATION: moins de dynamisme en 2013

L'institut conjoncturel BAKBASEL a confirmé ses prévisions de croissance pour l'économie suisse en 2012 (0,9%) et en 2013 (1,2%). Il prévoit toutefois une inversion de tendance entre la vigueur de la consommation et celle des exportations. La demande intérieure perd de sa dynamique. La progression de la consommation privée, pilier du PIB de la Suisse, devrait ainsi passer de 2,1% cette année à 1,1% l'an prochain. La hausse des exportations passerait en revanche de 0,4% à 2%. — (ats)

EXPORTATIONS DE VIANDE: boom depuis 2000

Les exportations de viande en Suisse ont explosé depuis le début du millénaire. Elles ont passé de 1932 tonnes en 2000 à 26.585 en 2011, soit 14 fois plus. C'est l'essor des ventes en Allemagne qui explique une telle envolée. Cette hausse des exportations représente une progression annuelle de 27% sur 11 ans. Les ventes de viande ont atteint 84,9 millions de francs en 2011, soit 61,7 millions de plus qu'en 2000. — (ats)

Unia cède l'hôtel Préalpina à Chexbres

L'acquéreur est un homme d'affaires russe établi à Lausanne. Le trader Nikolai Sidorov.

OLIVIER GRIVAT

Dur, dur d'être un syndicat «pur et dur» quand on est soi-même patron. ... Fruit de la fusion des syndicats FTMH, SIB et FCTA, Unia cède petit à petit ses établissements hôteliers. Elle vend au groupe SP System, à Lausanne, le Préalpina, un 4 étoiles de Chexbres (VD). Le groupe dirigé par l'hôtelier Fabrice Bezençon appartient à l'homme d'affaires russe établi à Lausanne, le trader Nikolai Sidorov âgé de 46 ans: «L'hôtel Préalpina restera exploité, au sein du groupe hôtelier, sous sa forme actuelle et avec sa direction en place ainsi que ses 25 collaborateurs», confirme Fabrice Bezençon qui en a informé le syndic de Chexbres et l'actuel directeur Olivier Lehrian à sa tête depuis 1993.

«Quand nous acquérons de nouveaux établissements, nous avons pour habitude de conserver le personnel et la direction, sans opérer

de chambardements. Il n'y aura pas de grands travaux de rénovation dans l'immédiat et nous allons pouvoir opérer des synergies avec les autres établissements du groupe», confie Fabrice Bezençon.

La «chaîne russe» en terres romandes comprend déjà l'Hôtel Lavaux (un ancien motel entièrement rénové) à Cully, l'Hôtel de la Rose à Fribourg, Les Mosaiques à Orbe et l'hôtel Bon-Port à Montreux. Deux autres sont en chantier, le Grénil à Genève et le Motel des Bains à Yverdon. Nikolai Sidorov compte bien constituer un petit groupe hôtelier de plus de cent employés en 2015.

Quant au syndicat Unia (200'000 membres), il se désengage progressivement de l'hôtellerie: l'Hôtel Roschau à Gersau (SZ) et le Floralpina à Vitznau (LU) ont été vendus, le centre de vacances Campagnola à San Nazzaro (TI) a été repris par son ancien directeur et l'hôtel Kreuz de La Lenk (BE) a été loué. Unia souhaite ne rester propriétaire que de l'Hôtel Bern où se déroulent nombre de manifestations de gauche et le Freienhof, à Thoune (BE). ■

Projet immobilier à 25 millions

Posséder un hôtel était autrefois le seul moyen pour la classe ouvrière de passer des vacances à des prix abordables, explique le syndicat. Le contexte a totalement changé, d'où le changement de stratégie: «Notre vocation n'est pas de diriger des hôtels». Ces établissements ne sont plus des lieux de prédilection pour séminaires ou stages de formation et les adhérents d'Unia ne forment plus une part importante de la clientèle, même si ses membres et leur famille peuvent toujours bénéficier de rabais. La Fondation Unia est également propriétaire à Chexbres d'une parcelle de 30 000 m², contiguë au Préalpina. Le plan d'extension partiel permet d'y bâtir six immeubles. Une demande de permis de construire a été déposée indépendamment de l'exploitation hôtelière. Six immeubles devraient être construits pour 25 millions de francs avec des logements en location et d'autres en PPE. ■